

**Note CIRANO basée sur un rapport de projet rédigé par Stéphanie Boulenger et Marcelin Joanis, janvier 2016**

Étant donné l'importance du secteur de la construction dans l'économie (environ 16 % du PIB) et en particulier du secteur public de la construction, il est particulièrement problématique que la concurrence y soit limitée par la collusion, voire par la corruption, comme cela a été exposé par la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion de contrats publics dans l'industrie de la construction (CEIC). Les auteurs s'intéressent aux conditions pouvant favoriser la concurrence dans l'octroi et la gestion des contrats publics dans cette industrie, en mettant l'accent sur les procédures d'attribution des contrats publics et sur les effets de l'ouverture des marchés sur l'incidence de la collusion. Leur étude, qui s'inscrit dans le cadre du mandat de la CEIC, s'appuie sur la théorie économique et sur deux sources principales d'information : la littérature québécoise, canadienne et internationale, et l'analyse de trois bases de données fournies par la CEIC.

Le rapport débute par un cadrage théorique de l'évaluation des marchés publics dans l'industrie de la construction : la théorie des enchères et de la collusion (pourquoi la construction est un secteur propice à la collusion?) et les aspects institutionnels des marchés publics. La deuxième section aborde les différentes procédures d'attribution des contrats qui existent au Québec et à l'étranger, en mettant l'accent sur les méthodes de sélection du gagnant qui sont des alternatives au critère du prix le plus bas. Le cas des marchés publics au Québec est ensuite abordé en expliquant son contexte légal et réglementaire, tant au niveau provincial que municipal, et en montrant son

importance en chiffres (valeur et nombre par niveau de gouvernement et secteur).

Le cas du Québec est ensuite comparé à d'autres juridictions canadiennes, notamment Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, et américaines, pour faire émerger les caractéristiques qui le distinguent. Les auteurs analysent de plus les effets de la libéralisation des marchés, spécifiquement l'ouverture du marché québécois de la construction aux marchés interprovinciaux et internationaux dans le cadre de divers accords interprovinciaux et internationaux, sur l'incidence de la collusion dans l'industrie de la construction.

Les auteurs formulent finalement des recommandations et proposent des pistes de solutions visant à améliorer l'efficacité des marchés publics au Québec, qui sont regroupées en quatre thèmes :

- A. l'importance relative des critères de prix et de qualité dans l'évaluation des soumissions;
- B. l'arrimage entre les lois s'appliquant aux municipalités et aux organismes gouvernementaux;
- C. l'évaluation systématique et indépendante de la performance du système;
- D. les mesures pour favoriser la concurrence et l'innovation.

La version intégrale du rapport, déposé initialement en décembre 2014, est publiée sur le site Web du CIRANO à l'adresse :

<http://cirano.qc.ca/files/publications/2015RP-23.pdf>